ABDELMALEK SELLAL MALMÈNE LES JAPONAIS QUI RÉALISENT L'AUTOROUTE EST-OUEST :

«Nous voulons ce tronçon et qu'on n'en parle plus !»

Le Premier ministre a confirmé hier samedi, à partir de Constantine, que ses descentes sur le terrain depuis quelques semaines s'inscrivent dans le cadre «du suivi des grands projets prévus dans le programme du président de la République». En d'autres termes, Abdelmalek Sellal prend désormais le relais de Abdelalziz Bouteflika en la matière.

De notre envoyé spécial à Constantine, Kamel Amarni

N'est-ce pas qu'en pareille période, en 2003 et en 2008, soit à quelques mois seulement des présidentielles, Bouteflika multipliait ce genre de visites dans les quarante-huit wilayas, à une cadence effrénée, et où il a toujours été question de mettre en évidence «les réalisations», une sorte de bilan grandeur nature pour justifier le mandat d'après. Une mission désormais confiée à l'ancien directeur de campagne de Bouteflika en 2004 et 2009. Et cette fois encore, il est manifestement question d'une véritable course contre la montre : les délais de réalisation des projets sont une priorité absolue pour l'exécutif. Le ton est d'ailleurs donné dès l'entame de cette sortie constantinoise, sur les hauteurs de Djebel Ouahch où Sellal engage une vive polémique avec les responsables de la société japonaise sur le site même du chantier de l'autoroute Est-Ouest. Ladite société qui accuse un net retard dans la livraison du tronçon qui lui était confié, s'est vu ainsi vivement secouée par le chef de l'exécutif.

Le responsable nippon commencera par poser le problème des finances. «Ne faites pas de politique ! Nous voulons que vous nous livriez le projet !» lui répondra alors Sellal. Cette société avait, en effet, soumissionné et s'était engagée à livrer le projet en décembre 2012. «Mais où est le problème ?» interrogera encore Sellal. L'interprète répondra que, selon l'interlocuteur japonais du Premier ministre, «ils n'ont pas encore été payés». Ce à quoi il aura cette réplique : «Vous êtes folle ou alors il est fou ! Vous avez été payé fin mars, nous voulons la réception du projet». Sellal prend alors l'ambassadeur du Japon à témoin : «Monsieur l'ambassadeur, dites-lui que l'argent existe. Que l'avenant pour débloquer cet argent a été signé et qu'il l'aura dans 15 jours. Mais j'insiste pour que le projet nous soit livré fin mars.» Le responsable nippon revient à la charge mais Sellal le coupe : «Vous lui traduisez et qu'on n'en parle plus ; il aura tout son argent dans 15 jours mais nous voulons ce tronçon avant fin mars et ce, jusqu'à Zighoud-Youcef. Le reste, avant l'été.» Une fermeté qui a désarçonné le partenaire japonais, pas du tout habitué à ce genre de discours, en Algérie. Il faut dire que Abdelmalek Sellal, qui se distingue de tous ses prédécesseurs par son style vraiment atypique, s'illustre à chaque fois par des sorties inattendues, mais frappe en plein dans le mille.

En visitant la nouvelle ville universitaire de Ali-Mendjeli de Constantine, un gigantesque centre universitaire appelé à recevoir 40 000 étudiants et une cité universitaire d'une capacité de 38 000 lits, il frappe d'emblée : «Mais c'est quoi cette enseigne ? Ça fait vraiment tiers-monde ! Innovez un peu ! Mettez quelque chose de mieux, de plus esthétique, mettez du marbre. Il s'agit d'une université, quand même !» Avant d'enchaîner à l'adresse des responsables du projet : «Il faut également prévoir dès à présent des infrastructures appropriées. Un site pour la Protection civile pour éviter des drames comme ceux que nous avions eu à connaître. Un centre de santé adéquat mais aussi d'autres infrastructures pour faire face aux besoins des étudiants.» Un peu plus loin, et alors qu'il visitait une salle de sport sur le même site universitaire, Sellal se tourne vers le ministre de la Jeunesse et des Sports : «Ajoutez aussi une piscine et d'autres infrastructures sportives. C'est très important. Quitte à les utiliser également pour l'organisation de compétitions nationales. Nous aurons affaire à 40 000 étudiants. C'est énorme. Et si vous voulez éviter qu'ils fassent des manifestations, il faut leur donner tout : un stade, une piscine, un dancing et d'autres choses encore.»

Parfois, le style rappelle celui tout aussi direct de Bouteflika ! A la différence près que Sellal «s'interdit» d'évoquer des sujets politiques, se contentant à chaque fois des seules questions d'ordre socioéconomique.

A Constantine, où il était accompagné par une importante délégation ministérielle, il a été question de logements, de locaux au profit des jeunes, de «Constantine, capitale de la culture arabe» mais jamais d'autre chose. Le politique, Sellal commencera à l'évoquer certainement lors de sa prochaine visite qu'il effectuera à In Aménas où il présidera aux festivités de la célébration du 24 Février. Un privilège jusque-là réservé au seul Bouteflika.

K. A.

Photo : New Press

Les délais de réalisation des projets sont une priorité absolue pour Sellal.

EN MARGE DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE À CONSTANTINE

Des policiers révoqués interpellent Sellal

D'anciens éléments de la Sûreté nationale révoqués dans les années 1990 pour différentes raisons ont profité, hier, de la présence du Premier ministre Abdelmalek Sella, à Constantine, pour lui faire part de leur situation. Ils revendiquent, en fait, leur réintégration dans le corps de la police. Rassemblés près de la cité universitaire Aïcha-Oum-El-Moueminin, les policiers qui ont tenté de prendre langue avec le Premier ministre ont été repoussés par les services de sécurité. Toujours est-il, l'un d'eux a pu remettre une lettre de doléance à Abdelmalek Sellal. «Je vais voir avec le ministre de l'Intérieur», dira le Premier ministre à l'adresse des protestataires. A en croire ces derniers, parmi les anciens éléments de la police nationale de différents grades radiés pour diverses raisons, bon nombre d'entre eux ont fait l'objet d'une décision finale consacrant leur innocence ou le non-lieu par rapport aux faits qui leur étaient reprochés et à l'origine de leur révocation.

Farid Benzaïd

DAHO OULD KABLIA À PROPOS DES GARDES COMMUNAUX :

«Le dossier est clos»

Interrogé en marge de la visite du Premier ministre à Constantine, hier, à propos du dossier des gardes communaux, Daho Ould Kablia, ministre de l'Intérieur, a estimé que ce dossier était clos. «Le dossier est clos. On a répondu à beaucoup de leurs revendications», a-t-il dit.

F. B.

TUNISIE

Les islamistes ratent leur marche

Miné par une grave crise organique, le parti islamiste Ennahda se cherche une voie de salut. Samedi, il a exhibé ses troupes dans les rues de Tunis pour se défendre contre ceux qui le somment de quitter le pouvoir. De son intérieur, comme de la part de ses adversaires politiques. A l'appel d'Ennahda, quelque milliers de personnes (15 000, selon l'AFP) ont manifesté samedi à Tunis. Un défilé comme on a vu partout où l'islamisme politique a germé. «Le peuple veut Ennahda», «avec la légitimité et pour l'unité nationale», ont scandé les manifestants qui ont cheminé avenue Bourguiba, au centre de Tunis.

Comme cibles, les islamistes d'Ennahda ont désigné, outre les médias, les dirigeants de l'opposition, l'ex-Premier ministre post-révolutionnaire Beji Caid Essebsi et, bien entendu, la France qu'ils accusent d'ingérence dans les affaires intérieures de la Tunisie. Mais la manifestation de ce samedi est également dirigée contre le Premier ministre Hamadi Jebali, issu du rang d'Ennahda, qui, immédiatement après l'assassinat de l'opposant politique Chokri Belaïd, avait annoncé qu'il allait dissoudre le gouvernement et nommer un cabinet de technocrates. Hamadi Jebali devait concrétiser sa promesse ce samedi. Cependant, il a dû y surseoir, pour poursuivre les consultations avec la classe politique et les personnalités tunisiennes.

Ces consultations devraient reprendre lundi. Toutefois, le Premier ministre ne renonce pas à son idée. Il essaie juste d'obtenir le consensus le plus large possible autour de son projet de remodelage du gouvernement. Son parti Ennahda s'est élevé contre la décision de Jebali de dissoudre le gouvernement. Il l'a fait savoir aussitôt l'annonce faite par le Premier ministre. Ce dernier s'est, par la suite, déclaré décidé à aller au bout de sa logique. Conséquence : fracture au sein d'Ennahda entre modérés et radicaux. Ce samedi, ce sont encore les radicaux qui ont manifesté pour faire pression sur Jebali et l'amener à se départir de son idée. Le parti Ennahda avait déjà organisé une première marche le 9 février dernier pour se défendre contre les accusations qui ont plu quant à son implication dans l'assassinat 3 jours avant de Chokri Belaïd mais aussi pour défendre l'Assemblée nationale constituante où il détient la majorité. La marche fut un flop. Elle avait drainé tout juste 3 000 personnes. Alors que les funérailles, la veille, de l'opposant politique assassiné, avaient vu la participation de prés de 1, 5 million de personnes. La multiplication des exhibitions de rue, stratégie chère aux islamistes, se veut, chez Ennahda, un exercice d'exorcisme contre ses propres «démons». Le vice-président du parti, Abdelfattah Mourou, a, dans un entretien à la revue française *Marianne*, accusé Rachid Ghanouchi de mener, par son extrémisme, la Tunisie vers l'abîme.

Sofiane Aït Iflis

INTERPELLANT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Rebaïne veut de nouvelles élections locales

Le président du parti Ahd 54 interpelle le président de la République afin de prendre acte des recommandations de la Commission nationale de surveillance des élections locales du 29 novembre dernier. Ce qui ne serait, à son avis, autrement que par la décision de refaire le scrutin.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une commission que Ali Fawzi Rebaïne a tenu à saluer pour avoir, dira-t-il, «osé» aller au-delà de ce que bien des partis, minoritaires, ceux qui ont eu à en profiter et sont au gouvernement, ont aussitôt dénoncé, à savoir la fraude.

Ce dont, selon le candidat aux élections présidentielles de 2004 et de 2009 qui animait hier une conférence de presse, le premier magistrat du pays aurait normalement dû prendre acte en décidant l'annulation de ce scrutin et l'organisation d'un tout nouveau scrutin.

A plus forte raison, argumentera-t-il, que «le document a été paraphé par la majorité des partis ayant pris part à ces élections, mis à part, bien entendu, ceux qui ont profité de cette fraude, ceux de l'Alliance présidentielle et autres partis périphériques se recrutant notamment parmi ceux animant les fameux comités de soutien au programme du président de la République».

Le président de Ahd 54, pour qui la fraude relève de ces reliques du parti unique, souhaite faire table rase justement de cette pensée basée sur le tutorat. Une option qu'il veut consacrer dans la toute prochaine Constitution à travers, dira-t-il, un ensemble de mesures à même de consacrer le divorce avec l'ordre ancien, ces mesures concernent notamment le régime semi-présidentiel avec la suppression du tiers présidentiel qui, à ses yeux, est à l'origine du blocage de toutes les activités politiques, et de celles des entités associatives, un chef de l'exécutif issu de la majorité parlementaire et responsable devant le Parlement, le président de la République qui ne doit plus être considéré comme le premier magistrat du pays ou encore ministre de la Défense nationale, limitation des mandats à deux et d'une durée de quatre ans, encourager la société civile à même de constituer ce nécessaire contre-pouvoir...

Rebaïne ne manquera pas, par la même occasion, d'écorcher le pouvoir pour avoir fait preuve de mollesse en matière diplomatique concernant les conflits à nos frontières. «Si l'ANP était intervenue à temps, il n'y aurait pas eu d'Otan en Libye et si elle l'avait fait au Mali, elle aurait libéré nos otages et barré la route à la France», dira Rebaïne qui se montrera extrêmement critique à l'égard de l'effort de rattrapage auquel s'adonne l'exécutif au Sud.

«Ce n'est pas avec les promesses sans lendemain des ministres que le Sud retrouvera sa stabilité», lâchera-t-il, plaidant pour «une plus large décentralisation sociale et économique avec une implication accrue des populations de la région qui connaissent mieux que quiconque leurs besoins et préoccupations».

Le président de Ahd 54 abordera également le dossier de la corruption, quotidiennement alimenté par de nouveaux scandales. Il s'interrogera, fort à propos, sur le fait qu'aucun ministre n'ait été touché dans l'affaire Khalifa, ni même d'ailleurs le ministre des Travaux publics toujours en poste malgré le scandale de l'autoroute Est-Ouest, considérant que seuls des lampistes ont été incarcérés.

M. K.

Photo : DR

Ali Fawzi Rebaïne.